

L'Autre "lieu" recommande

La  
**Participation**

*A cause de ses qualités reconnues*



Résistance

Éléance

Endurance

Économie

**A toute heure - A tous âges**

**l'Autre "lieu"**



## L'Autre "lieu" Recherche-Action sur la Psychiatrie et les Alternatives asbl

L'Autre "lieu", association d'Éducation permanente en santé mentale, développe depuis près de 30 ans des initiatives visant à construire une zone de rencontre entre le monde (inter)culturel et le monde social. L'ambition est audacieuse: parvenir à associer étroitement les problématiques sociales et culturelles afin de nous permettre de désigner des intolérances sociétales ou des processus d'exclusion et de rechercher des moyens de résister collectivement à ceux-ci.

L'accent est mis sur une réflexion plus citoyenne, davantage responsable, attentive au conflit quotidien que pose la personne touchée psychologiquement dans la Cité, mais aussi sur des modes d'action qui nous permettraient de penser l'individu de manière globale, en relation avec ses appartenances institutionnelles et communautaires. Loin de la forme propre du savoir et du pouvoir psychiatriques, l'Autre "lieu" entend tisser, grâce entre autres à l'expertise des usagers, des liens inédits d'aide et de solidarité afin que les fous ne soient jamais plus séparés des non-fous et que ceux-ci soient positionnés, questionnés, au sein d'un même espace.

Remerciements tout particuliers au groupe "libres", à l'association de fait "Les Citrons Réactifs", au collectif Psyence Radio, au groupe de recherche affilié à l'Autre "lieu", à Pascale Fransolet, Nathalie Delaleeuw, Mira Goldwicht, François Wyngaerden, Marianne Prévost et Christian Legrève.

### Animations organisées gratuitement sur demande!

Contactez Christian Marchal  
Animateur culturel à l'Autre "lieu"  
Tel: 02/230 62 60 - Email: christian.autrelien@edpnet.be

Chargée de projet: Aurélie Ehx  
aurelie.autrelien@edpnet.be

Chargée de communication: Laurence Mons  
laurence.autrelien@edpnet.be

Graphisme: Pierre Weyrich - www.pietw.com

# Petit Précis De Participation



Une campagne d'information  
et de sensibilisation de

"l'Autre 'lieu'"



Avec le soutien de la Communauté française

Le terme de participation fait généralement référence à l'idée d'assurer l'inclusion de toutes celles et ceux qui sont concernés par la prise de décision, tant au niveau de processus politiques qu'à l'intérieur d'institutions non politiques cherchant à travailler de façon démocratique. En somme, participer, c'est décider d'avoir prise sur des éléments qui constituent notre quotidien.

### L'important n'est pas de gagner mais...



Aujourd'hui, habitants, usagers ou citoyens sont régulièrement appelés à participer à l'action publique. Des communes consultant leurs habitants sur des questions d'organisation locale lors de débats publics aux partis politiques invitant les citoyens à donner leur avis dans des forums ouverts sur le Net, ces offres participatives se font de plus en plus fréquentes.

C'est qu'elles prennent place dans un contexte particulier où l'implication des citoyens dans certains choix collectifs est très souvent présentée par ceux qui y sont favorables comme un gage d'efficacité des décisions, grâce notamment aux ajustements éventuels permis par l'information ainsi recueillie, mais également par le biais d'un travail de discussion et d'explication visant à rendre plus "acceptables" des projets publics.

Pensons au livre blanc sur la gouvernance européenne (Commission Prodi, 2001) ou au Traité de Lisbonne sur l'Union Européenne (2007), qui propose un "dialogue ouvert, transparent et régulier avec la société civile", relisons les différentes injonctions à la participation présentes dans nos propres décrets et législations, et remarquons que s'il s'agit de faire la part belle à la participation dans ses principes, son contenu n'est quant à lui jamais précisé, de même que nous ne sommes jamais vraiment renseignés sur les conditions précises dans lesquelles elle doit avoir lieu.

Bref, la notion de participation, si elle a d'ores et déjà gagné la bataille des mots en imposant son vocabulaire, semble paradoxalement plus vague que jamais. Peut-être sa popularité actuelle dépend-elle du flou qui la caractérise: puisqu'elle est un signifiant vide, chacun peut y arrimer ses rêves et ses espoirs. Elle conserve cependant un atout essentiel: l'émergence de différentes formes d'expertise et leur possible articulation.

### La participation: oui mais...



La notion de participation revêt des interprétations multiples selon les acteurs qui s'y frottent, recouvrant toute une gamme de sens allant de la coopération jusqu'à l'obédience, de sorte que chacun se mobilise au nom d'une conception particulière de la participation.

Or, ces différentes lectures auront une incidence sur la manière dont les actions seront entreprises sur le terrain et plus particulièrement sur la place et le pouvoir laissés à la population qui participe.

Lorsqu'on s'empare d'un dictionnaire afin de cerner ce que le mot "participation" veut dire, on tombe invariablement sur l'expression "prendre part à". On réalise alors l'importance de la particule "à": c'est qu'il s'agit de savoir précisément ce à quoi on participe et de prendre en considération les modes d'organisation de cette participation.

Le jeu en vaut la chandelle puisque les dispositifs élaborés seront susceptibles non seulement d'exercer une pression sur les décideurs, les obligeant à une réactivité plus forte, mais aussi de produire du changement relativement à l'organisation de la société au sein de laquelle nous évoluons.

On pourrait distinguer grosso modo trois types de participation:

#### 1. La participation-alibi

Elle consiste à associer deux ou trois personnes à un groupe de travaux sans leur donner les moyens d'analyser ou de comprendre ce qui se passe, l'essentiel étant de pouvoir faire figurer leur présence sur les comptes-rendus de réunions et ainsi justifier leur participation.

#### 2. La participation-consultation (ou participation indirecte)

Des projets sont mis en route par des acteurs institutionnels et/ou associatifs. Le public "bénéficiaire" du projet est alors invité à une réunion, à laquelle participent ceux qui le désirent. L'objectif formulé de cette réunion est à la fois de présenter les projets et de consulter les principaux concernés.

#### 3. La participation-action (ou participation directe)

Les individus concernés sont impliqués dans l'ensemble de la démarche, depuis l'analyse de la situation et le choix des actions à mettre en œuvre jusqu'à l'évaluation finale.

Ces trois types de participation produisent des effets différents de considération et d'inclusion des publics. Il existe en effet des dispositifs participatifs de façade où le fait de montrer que l'on tente de "faire de la participation" paraît plus important que sa mise en œuvre effective, l'enjeu véritable étant alors de se conformer à l'air du temps ou aux exigences de pouvoirs subsidiaires.

Il ne faudrait pourtant pas réduire ces expériences à de simples stratagèmes de communication ou à des formes autoritaires de contrôle politique car des stratégies de résistance existent, elles aussi porteuses de dynamiques démocratiques. Le boycott d'instances considérées comme "fausseté participatives" est une possibilité, tout comme la remise en question du dispositif proposé (on peut donner son avis et demander à ce que les règles du jeu soient modifiées, par exemple).

### La participation: oui mais...



- Elle propose une autre approche de la décision publique. Chaque décision est appelée à faire l'objet d'une négociation préalable avec ceux qu'elle affecte.

- Elle peut avoir un effet sur l'identité des acteurs qui participent. Ceux-ci sont reconnus dans leur droit d'intervenir, de retarder, de contester l'action publique.

- Elle peut contribuer à la qualité du débat politique. Les experts, spécialistes et professionnels sont invités à informer les acteurs-participants et à faire en sorte qu'une délibération approfondie soit possible, l'intérêt de cette démarche consistant à faire émerger un savoir d'une toute autre nature politique que celui véhiculé par les médias de masse et les sondages.

### La participation: oui mais...



#### Un dispositif à construire ensemble

Si l'on considère que la participation en vaut la peine, il faut s'interroger sur les moyens efficaces de la mettre en œuvre, même si cela sera parfois difficile.

Les dispositifs participatifs se veulent pluriels et sont intrinsèquement destinés à être négociés, bricolés et réajustés par les participants eux-mêmes tout au long du processus. La modélisation de ces dispositifs (la méthodologie, en quelque sorte) ne réclame pas forcément d'instruments standardisés ou de savoir-faire spécifiques; elle implique plutôt un certain pragmatisme.

#### Quelques aspects auxquels être attentifs

1. Assurer des conditions matérielles décentes à la sollicitation et à l'accueil des acteurs (matériel de travail disponible, cadre agréable pour les réunions, horaires adaptés, fascicules explicatifs, etc.).
2. Garantir la légitimité de chaque participant, veiller à contrer les logiques d'exclusion sociale et à offrir aux groupes plus minoritaires une visibilité, une possibilité d'être entendus.
3. Encourager la présence de tiers au sein du dispositif, de manière à créer une sorte d'interface garantissant le bon déroulement de chaque étape de travail.
4. Adapter le dispositif en permanence en fonction des sujets traités, du contexte et des besoins des participants. Veiller à faire des feedbacks réguliers afin que ceux-ci soient toujours informés de ce qui se passe.
5. Il faut qu'il y ait un enjeu à débattre: si le dispositif participatif vise uniquement la consultation, celui-ci doit cependant être pensé en relation avec une décision à prendre.
6. Prévoir un budget correct en vue de mener à bien l'objectif de participation.

### La participation: oui mais...



Il existe une vision sceptique, voire une peur latente, de la parole du citoyen, jugée tantôt irrationnelle, calculatrice, égoïste ou affective. Selon certains, la participation, au lieu de promouvoir la liberté politique de chacun, ne ferait en fin de compte instaurer une sorte de tyrannie populaire. Cette conception, bien que marginale, n'est qu'une représentation radicale du credo selon lequel la prise de décision concernant la collectivité serait surtout une question d'experts.

Il ne faut pas considérer la participation des citoyens comme une remise en cause du savoir politique de nos élus ou comme la contestation de la connaissance des spécialistes, mais plutôt comme une forme de partage du pouvoir, garantie par la reconnaissance d'une expertise citoyenne légitime. Plusieurs savoirs sont destinés à être mobilisés au sein d'un dispositif participatif: un savoir d'usage (autrement dit l'expertise de l'expérience), auquel s'articule le savoir technique des experts.

### La participation: et en santé mentale, qu'est-ce que ça donne ?

#### C'est la question de la capacité

L'image de la psychiatrie et des patients psychiatriques est à la fois négative et ambivalente. Elle reste fortement liée à l'existence de l'hôpital psychiatrique et aux notions d'enfermement qui l'entourent. Les fous d'hier, malades mentaux d'aujourd'hui sont encore trop souvent perçus comme dangereux, leurs actes et paroles comme échappant à toute considération rationnelle.

De plus, certains statuts juridiques (liés à la loi sur la protection de la personne de 1991, à la loi sur l'administration provisoire de biens, à la minorité prolongée, etc.), considérés un peu trop furtivement, tendraient à donner l'impression que les personnes souffrant de troubles mentaux ne seraient pas à même de pouvoir s'exprimer sur les soins dont ils font l'objet. A l'encontre de cette vision d'incapacité généralisée de ces néanmoins acteurs, insistons sur ce point: la participation au niveau des structures de soins permet de collaborer à l'amélioration de la qualité desdits services (en attirant l'attention des professionnels sur des aspects peut-être moins visibles) mais aussi d'impliquer les usagers dans une dynamique mobilisatrice, en lien avec le monde extérieur aux structures de soins.

La participation est représentative d'un dialogue constructif et égalitaire entre les usagers (et/ou les représentants d'usagers) d'une structure et les professionnels qui y travaillent. Cela implique la possibilité d'une prise de parole des personnes à propos des services et des soins qu'elles reçoivent ainsi que le développement de lieux spécifiques comme les "comités d'usagers", où elles peuvent échanger et construire des points de vue qu'elles transmettront ensuite aux professionnels.